



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 19/12/2022

Reçu en préfecture le 19/12/2022

Publié le

**SLO**

ID : 062-286200027-20221213-2022\_65-DE

# DÉLIBÉRATION

2022/65

## **ADOPTION DE LA NOMENCLATURE BUDGETAIRE ET COMPTABLE M57 AU 1<sup>ER</sup> JANVIER 2023** **ET DU REGLEMENT BUDGETAIRE ET FINANCIER**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 13 Décembre 2022 à 9 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN.

- ♦ **Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.
- ♦ **Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – M. André KUHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.
- ♦ Etaient également excusé M. Thierry BRU, Inspecteur Divisionnaire des Finances Publiques de la Trésorerie de BRUAY-LA-BUISSIÈRE-HOUDAIN.

♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** la loi n° 2015-991 du 7 août 2015 modifiée, portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion financière, la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret n° 2015-1899 du 30 décembre 2015 modifié, portant application du III de l'article 106 de la loi du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République ;

**Vu** le courrier en date du 20 juin 2022 par lequel le comptable public donne son accord de principe pour l'application du référentiel M57 par notre établissement ;

Monsieur le Président rappelle que la nomenclature budgétaire et comptable M57, instruction la plus récente du secteur public local, deviendra le référentiel de droit commun des collectivités et des établissements d'ici au 1er janvier 2024.

Il indique que les collectivités et les établissements publics peuvent, par délibération, choisir d'adopter le cadre fixant les règles budgétaires et comptables M57.

Il précise que, reprenant sur le plan budgétaire les principes communs aux trois référentiels M14 (Communes et Etablissements publics de coopération intercommunale), M52 (Départements) et M71 (Régions), ce référentiel a été conçu pour retracer l'ensemble des compétences exercées par les collectivités.

Il expose que le budget M57 est ainsi voté soit par nature, soit par fonction. Ce référentiel étend, en outre à toutes les collectivités et établissements, les règles budgétaires assouplies dont bénéficient déjà les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre aux gestionnaires.

Il indique que cette modification de nomenclature comptable entraîne automatiquement un changement de maquette budgétaire. De ce fait, pour le budget primitif 2023, la colonne BP N-1 ne sera pas renseignée car appartenant à l'ancienne nomenclature comptable.

Par ailleurs, une faculté est donnée à l'organe délibérant de déléguer à l'exécutif la possibilité de procéder, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune des sections, à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnels.

Dès lors, il appartient au Conseil d'Administration de se positionner sur un certain nombre de points visant à permettre le passage de la M832 à la M57 pour notre établissement.

Tout d'abord, sur la date de passage souhaitée par notre établissement à la M57, qui peut ainsi être mise en place au 1<sup>er</sup> janvier 2023 avec toujours une présentation par nature, présentation prévue pour les Centres de Gestion.

La M57 impose, et ceci sauf pour les biens de faible montant, un amortissement au prorata temporis c'est-à-dire tenant fonction du temps écoulé. La M832, quant à elle, permettait un amortissement linéaire. Pour les biens acquis avant le 1<sup>er</sup> janvier 2023, l'amortissement sera conduit à son terme selon les anciennes dispositions c'est-à-dire de manière linéaire.

La M57 permet de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel dans la limite de 7,5 % du montant des dépenses réelles de chacune des sections. Ces mouvements de crédit ne devant cependant pas entraîner une insuffisance de crédits nécessaires au règlement des dépenses obligatoires sur un chapitre.

La nouvelle nomenclature comptable ouvre la possibilité de voter des chapitres de dépenses imprévues comportant uniquement des autorisations de programme et autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2% des dépenses réelles de chacune des sections. (Inclus dans le plafond de fongibilité des crédits de 7,5 % maximum)

Enfin, le passage à la M57 impose la mise en place d'un règlement budgétaire et financier dont l'objectif principal est de clarifier et de rationaliser l'organisation financière et la présentation des comptes locaux, avec notamment une description des processus internes d'organisation visant au renforcement de la cohérence de ses choix de gestion.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *ADOpte* la mise en place de la nomenclature budgétaire et comptable M57 par nature pour le budget du Centre de gestion à compter du 1er janvier 2023 ;
- ♦ *DECIDE* d'appliquer l'amortissement au prorata temporis ;
- ♦ *DECIDE* de déléguer au Président la possibilité de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses du personnel dans la limite de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections. Le Président devant rendre compte au Conseil d'Administration le plus proche de l'utilisation de cette possibilité ;
- ♦ *DECIDE* de permettre en matière de gestion des crédits pour dépenses imprévues, ainsi que prévue par l'instruction comptable, de donner la faculté à l'organe délibérant de voter des autorisations de programme et d'autorisations d'engagement de dépenses imprévues dans la limite de 2% des dépenses réelles de chaque section ;
- ♦ *ADOpte* le règlement budgétaire et financier joint à la présente.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 13 décembre 2022

Le Président,

Joël DUQUENOY